Matidja Revue des Sciences Humaines
Volume: 11 / N°: 02 EISSN: 2014-1597 / ISSN: 2602-5639

# Assurance qualité en Algérie, les aspirations du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

# ضمان الجودة في الجزائر: تطلعات وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

**Dr MEKIDECH Farida**
**Ministère de l'Enseignement**
**Supérieur et de la Recherche Scientifique**
**D.G.E.F.S/D.F.D.H.U**

**Résumé**

En Algérie l'assurance qualité dans l'Enseignement Supérieur est aujourd'hui une priorité. Elle est une composante transversale et essentielle qui accompagne les nombreuses réformes de l'Enseignement Supérieur (système LMD, réorganisation des grandes écoles, projet d'établissement). Ces réformes, à l'heure des bilans, ont mis en évidence la nécessité, plus que jamais, de doter le système national d'Enseignement Supérieur et de Recherche Scientifique d'une politique qualité visant à améliorer, en permanence, la gouvernance des établissements, la qualité de leur enseignement et de leur recherche .

Ceci invoque trois questions fondamentales:Pourquoi un système d'assurance qualité dans l'Enseignement Supérieur Algérien?Qu'est-ce qu'un système d'assurance qualité? Comment est mis en œuvre un système d'assurance qualité?

**Mots clés :** assurance qualité, massification ,CIAQUES,RAQ,Enseignement Supérieur.

**Abstract**

In Algeria, quality assurance in higher education is today a priority. It is a transversal and essential component that supports the numerous reforms in higher education (LMD system, reorganization of grandes écoles, establishment project). These reforms, at the time of evaluation, have highlighted the need, more than ever, to equip the national higher education and scientific research system with a quality policy aimed at continuously improving the governance of institutions, as well as the quality of their teaching and research.

This raises three fundamental questions:

- Why a quality assurance system in Algerian higher education?
- What is a quality assurance system?
- How is a quality assurance system implemented?

**Keywords**: quality assurance, massification, CIAQUES, RAQ, higher education.

## Introduction

La rapidité du progrès scientifique et technologique et celle de l'évolution des métiers et des savoirs font que les besoins socio-économiques actuels, dans tous les pays du monde, exigent des qualifications de plus en plus élevées.Il apparaît donc clairement que l'intégration à l'économie mondiale est subordonnée à l'existence d'une main-d'œuvre hautement qualifiée ce qui suppose l'existence d'un système d'Enseignement Supérieur hautement performant et de qualité,d'où l'importance de plus en plus croissante de l'évaluation de l'Enseignement Supérieur.Ainsi, **la qualité** de l'Enseignement Supérieur devient de plus en plus,une exigence accrue de la part des différentes parties prenantes concernées par les résultats de la formation universitaire, à savoir les responsables du secteur, les pouvoirs publics, les étudiants et leurs parents,le secteur économique et la société dans son ensemble.**(1)**

Le développement de l'Enseignement Supérieur dans le monde s'est accompagné de tendances lourdes dont l'impact est certain sur les modalités d'accès, les modes de gestion, le financement et la qualité de l'Enseignement Supérieur. Ces tendances se rencontrent dans l'apparition de nouveaux offreurs de formation et d'éducation (**sociétés multinationales, universités d'entreprise et entreprises de médias, ...)**.De nouvelles formes d'enseignement, tels que : l'enseignement à distance**, l'e-learning**,une diversification des diplômes et des qualifications,une mobilité accrue des étudiants, des enseignants et des programmes au-delà des frontières nationales.Dans ce contexte, les établissements d'Enseignement Supérieur sont appelés à remettre en question de façon permanente leur fonctionnement, lier leurs objectifs aux attentes de la société et au respect des normes internationales.Ils imposent, dès lors et de façon systématique, un regard critique interne et externe pour garantir la qualité de leurs produits, prestations et services afin de donner confiance aux utilisateurs potentiels**.(2)**

Des organismes s'efforcent dans le monde entier **de** définir ces objectifs dans des termes susceptibles d'être compris et partagés par-delà les frontières et les cultures. La mondialisation, l'intégration régionale et la mobilité toujours croissante des étudiants et des enseignants ont rendu plus urgente l'adoption de normes internationalement reconnues entre les nations et au sein des nations. La croissance explosive tant des établissements traditionnels que des nouveaux prestataires pose des questions nouvelles quant aux normes de qualité. Aujourd'hui,les étudiants, les parents et les employeurs exigent une certaine forme de reconnaissance des établissements et des diplômes délivrés.

Le Processus de Bologne, qui crée une structure de diplômes commune et des cadres de qualifications, représente un progrès immense dans la coordination de l'Enseignement Supérieur en Europe. Son but est d'introduire une certaine uniformité et une assurance qualité dans toute l'Europe,tout en favorisant la transparence, la mobilité, l'employabilité et un apprentissage centré sur les étudiants.

En Algérie, les besoins de l'économie en diplômés de niveau supérieur ne font que croître et par conséquent, la préoccupation majeure du secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique est **la mise en place d'un système de formation et de recherche performant**, à

même de répondre aux exigences internationales en matière de qualifications, de compétences, de savoirs et de savoir faire en ce début du XXIème siècle. En d'autres termes, les sortants de l'Université Algérienne devront pouvoir satisfaire aux mêmes critères de certification que ceux exigés dans les universités les plus avancées**.(3)**

Afin de pouvoir accueillir des effectifs supplémentaires, les systèmes d'Enseignement Supérieur se sont diversifiés.On a ainsi développé un secteur post-secondaire, non universitaire et un nombre croissant de cours sont enseignés à distance. Suite à ces évolutions, les difficultés des autorités nationales à garantir la qualité par les méthodes traditionnelles se sont naturellement multipliées.

## Définition de l'assurance qualité

Le concept de **qualité** est qualifié comme un concept multidimensionnel, complexe et évolutif. Dans le domaine de l'Enseignement Supérieur,on trouve de multiples conceptions de la qualité. Selon les cas,la qualité est définie comme adéquation des objectifs **fitness of purpose**, excellence, seuil ou référence minimale, amélioration continue, bon rapport qualité/prix**,(4)**

Le Centre Européen pour l'Enseignement Supérieur **CEPES** considère que la qualité: **«** est toujours relative.Située dans un temps et dans un espace particuliers, par conséquent,il n'y a pas et ne saurait y avoir une définition absolue de la qualité. La qualité dans l'Enseignement Supérieur est un concept dynamique, à plusieurs dimensions et plusieurs niveaux, qui se rapporte aux paramètres contextuels d'un modèle éducatif,aux missions et objectifs des établissements, ainsi qu'à des références spécifiques dans un système, un établissement, une formation ou une discipline donnés **»**.

**«**Un système d'assurance qualité est un moyen mis en place par une institution dans le but de lui permettre de confirmer à elle même et d'autres concernés que les conditions nécessaires ont été mises en place pour que les étudiants puissent atteindre les standards que l'institution s'étaient fixés **».(5)**

## Approches de la qualité

Lorsqu'un établissement énonce des objectifs, il affirme implicitement qu'il agira en conséquence, et **l'audit sur la qualité** va établir dans quelle mesure l'établissement est fidèle à ses propres objectifs.**(6)**

L'audit sur la qualité est aussi considéré comme un processus à trois volets au cours duquel on vérifie :

-Si les procédures de qualité sont adaptées aux objectifs déclarés **(pertinence**) ;
-Si les activités effectivement menées sont conformes au projet **(conformité)** ;
-Si ces activités sont efficaces par rapport aux objectifs déclarés **(efficacité**).

L'évaluation peut viser à renforcer la formation en faisant ressortir les améliorations réalisées.L'évaluation pourrait aussi se concentrer sur la démarche comptable en mettant l'accent

sur la responsabilité et être considérée comme une opération qui débouche sur l'attribution d'une note, exprimée par un chiffre (1 à 4 par exemple), par une lettre (A à F par exemple) ou par une appréciation (excellent, bien, assez bien, par exemple). Enfin, elle peut combiner les deux aspects.

Cette évaluation peut être assurée soit par une agence gouvernementale soit par une association non gouvernementale au sein même des établissements (ex.Comité des présidents/des recteurs). Elle peut être assurée aussi par un organisme indépendant.La différence essentielle entre **l'audit et l'évaluation** se situe au niveau des résultats : **l'audit** donne une description des résultats de l'enquête.L'audit n'a pour objet l'évaluation de la qualité et des performances en tant que telles mais il permet de s'assurer que les mécanismes et les procédures sont appropriés et bien appliqués.**(7)**

Cette méthode sert à évaluer les forces et les faiblesses du mécanisme d'assurance qualité adopté par le système ou l'établissement d'Enseignement Supérieur.Mais l'évaluation donne une note à ces résultats. Cependant, le processus d'enquête est le même, dans la mesure où on cherche dans les deux cas à vérifier les résultats par rapport aux objectifs.

**L'Accréditation** permet de vérifier si l'établissement mérite d'accéder à tel ou tel statut. La question posée ici est : Avez-vous le niveau suffisant pour qu'on vous autorise à fonctionner ? Donc, méritez-vous l'agrément ? C'est-à-dire le classement dans telle ou telle catégorie ?. L'accréditation débouche en principe sur une décision de type oui/non ou, admis / refusé, mais une modulation est possible notamment lorsque l'établissement s'approche du niveau admissible.**(8)**

## -Les Grandes Orientations Internationales de l'Enseignement Supérieur

Les travaux de **la Conférence mondiale sur l'Enseignement Supérieur** évoque un ensemble de tendances internationales de l'Enseignement Supérieur synthétisées comme suit :**(9)**

- La croissance des effectifs **massification ;**
- L'augmentation du chômage des diplômés ;
- L'exigence accrue de la qualité et de la pertinence ;
- La diversification des enseignements ;
- Les difficultés de financement
- La dimension de l'internationalisation.

Beaucoup d'auteurs s'accordent à dire que l'on retrouve ces tendances principales dans tous les systèmes et établissements à l'échelle mondiale.Cette expansion de l'Enseignement Supérieur dite **massification** continue cependant et c'est là le paradoxe, à être soutenue par les pouvoirs publics afin de répondre à l'évolution des besoins de l'économiques, évolution accentuée par la croissance rapide des nouvelles technologies.

La diversification des enseignements: **la recherche de la qualité** à partir d'une bonne gestion de **la massification** a été accompagnée de réformes à partir desquelles les pouvoirs publics ont

procédé à une plus grande responsabilisation des établissements de l'Enseignement Supérieur, une plus grande **autonomie** en matière de direction et de gestion, mais il leur est demandé en même temps de rendre des comptes à la société à partir de diverses évaluations et le financement est désormais sujet à la **qualité** à travers une production quantitative et qualitative de diplômés.

## -Le chômage des diplômés de l'Enseignement Supérieur

Le phénomène de l'augmentation du chômage des diplômés de l'Enseignement Supérieur est considéré par beaucoup d'auteurs comme étant un problème international, qui a pris des proportions plus inquiétantes depuis le début de la décennie 1990, dans différentes régions du monde, en particulier dans les pays en développement.Selon **le rapport de la Banque mondiale «** le chômage des diplômés est devenu plus important et continue de s'aggraver **».(10)**

## -Financement difficile

Le développement de l'Enseignement Supérieur au fil des ans, a fait que les politiques gouvernementales le considèrent, depuis les années **80**, comme une entreprise coûteuse et un secteur d'activité important pour l'économie du pays. Il appartient donc à l'état de s'occuper plus qu'avant de la croissance en termes de productivité: mieux contrôler les coûts et exploiter davantage les résultats: **principe de l'efficacité et de l'efficience**.

Les réformes des **années 1980 et 1990** ont mis l'accent sur certaines **mesures d'incitation** destinées à stimuler la concurrence entre les établissements d'Enseignement Supérieur. Cette incitation à la concurrence repose sur la conviction des pouvoirs publics que cela permettrait aux établissements de s'autofinancer plus largement à partir d'autres sources de financement en se faisant mutuellement concurrence, à travers le recrutement des étudiants pour obtenir les fonds de recherche.

Pour certains pays de l'organisation de coopération et de développement économique **l'OCDE** : **«** le changement de la politique de gestion de l'Enseignement Supérieur est apparu avec le désir de contrôler les dépenses publiques **the drive**, désir associé avec le souci d'obtenir la qualité pour les finances dans l'Enseignement Supérieur **value for money**. C'est ainsi que les universités dans beaucoup de pays de l'**OCDE** ont été, durant les années 80, confrontées à d'importantes coupures budgétaires **Cutting funds**. »**(11)**

Et faire participer davantage les étudiants au financement,leur donne droit d'exiger une plus grande qualité, d'où le discours sur l'étudiant **client** et l'étudiant **consommateur** dont certaines évolutions au niveau des pays de **l'OCDE** sur **les droits de consommateurs** qui renforcent la nécessité de mettre l'accent sur l'exigence de la qualité et de la transparence

## -L'Internationalisation de la Qualité

Ce qui précise davantage l'importance croissante de cette dimension d'Internationalisation de l'Enseignement Supérieur.Un des cinq principaux objectifs de l'évaluation de la qualité de l'Enseignement Supérieur **consiste à pouvoir supporter la comparaison internationale.**

Nombreux sont aujourd'hui dans l'Enseignement Supérieur les systèmes d'évaluation dotés de mécanismes de comparaison internationale en matière de qualité.On parle aussi de plus en plus aujourd'hui, de **normes** et de **standards** internationaux.

A ce sujet **David Woodhouse** s'exprime ainsi**:«**la question des normes est très proche de celle de la qualité et de la comparabilité internationale. Vos diplômes sont-ils de même niveau que les miens? De nombreux systèmes ont laissé la question en suspens**.» (12)**

Dans son article,**Marijk Van der Wende** explique que **«**la qualité et l'internationalisation de l'Enseignement Supérieur sont des concepts étroitement liés.**».(13)** L'auteur examine dans son article divers modèles et méthodes visant tant à assurer la qualité de l'internationalisation qu'à internationaliser l'assurance de qualité. Il affirme que les conclusions de son étude confirment l'importance et le bien fondé du développement du processus d'examen de la qualité de l'internationalisation .Pour beaucoup de documents d'orientation, poursuit l'auteur, **«**l'internationalisation ne doit pas être considérée comme une fin en soi, mais comme un moyen de rehausser la qualité**»**

Il se dégage clairement que **la coopération internationale** est absolument nécessaire pour assurer la qualité et l'efficacité du fonctionnement des universités et autres établissements d'Enseignement Supérieur.

## -Un Enseignement Superieur De Qualite

Des études récentes ont démontré que pour les pays en développement, l'Enseignement Supérieur peut jouer un rôle de rattrapage clé dans l'accélération du taux de croissance et l'augmentation des potentialités de production d'un pays. La communauté internationale accorde également une attention particulière à cette nouvelle réflexion.**(14)**

Le défi aujourd'hui est de créer des économies basées sur le savoir, d'améliorer la qualité de l'Enseignement Supérieur et accroître en même temps le nombre des personnes ayant bénéficié d'une formation de haut niveau dans des domaines appropriés.

## -L'etat De L'assurance qualite En Afrique

L'histoire de l'assurance qualité dans l'Enseignement Supérieur en Afrique,date de la création des premières universités sur le continent par **Fourah Bay College en Sierra Leone en 1827**.Toutes affiliées aux universités partenaires basées dans les pays colonisateurs **:**le Royaume-Uni, la France et le Portugal,l'Université de **Dakar**, aujourd'hui appelée **l'Université Cheikh**

**Anta Diop au Sénégal**, était considérée comme faisant intégralement partie du système d'Enseignement Supérieur **français** jusqu'à la fin des années **1960**.**(15)**

La qualité de l'Enseignement dispensée dans ces universités était assurée par les Conseils d'administration de ces établissements et des facultés. Grâce à l'affiliation, ces établissements sont automatiquement devenus membre des systèmes d'assurance qualité britannique, français, portugais et autres à travers leurs universités partenaires. Ces établissements étaient soumis au même type d'assurance qualité que celui effectué dans les universités en **Grande-Bretagne** ou dans d'autres **pays européens**, y compris les examinateurs extérieurs et d'autres aspects de ces systèmes**.(16).**

Au fur et à mesure que de nouvelles universités se créaient, certaines d'entre elles s'affiliaient à ces universités extérieures. Au cours des années, certaines des premières universités, comme l'université de **Cape Town**, sont devenues des mentors pour les jeunes universités de **l'Afrique du Sud,** comme ce fut le cas avec l'Université **de Fort Hare**, qui était affiliée à **Rhodes University**. Même avec l'affiliation, un degré d'autonomie était encore maintenu. Ainsi, l'assurance qualité était considérée d'abord au niveau de la faculté et des organes de supervision de chaque université L'intervention accrue de l'Etat après l'indépendance a souvent favorisé l'accès au détriment de la qualité.**(17)**

Avec l'indépendance, le rôle de l'autorité de l'Etat sur l'Enseignement Supérieur s'est accru. Plusieurs départements ministériels en charge de l'enseignement se sont intéressés aux universités en affirmant davantage leurs pouvoirs de contrôle sur leur administration et leurs organes dirigeants. Ceci n'a pas toujours été fait avec le souci de l'assurance qualité. En fait, dans certaines situations, le rôle accentué de l'Etat a plutôt contribué au déclin de la qualité de l'Enseignement Supérieur, dans la mesure où le souci d'avoir un contrôle politique sur l'enseignement, les nominations à des postes de responsabilité et d'administration ont été faites sur la base pure de considérations politiques, et non suivant le mérite.**(18)**

Durant la période juste après l'indépendance, plusieurs ministères et départements en charge de l'éducation ont reçu l'autorité légale et le pouvoir de supervision sur l'Enseignement Supérieur, bien que ce pouvoir varie considérablement d'un pays à un autre Certains gouvernements ont créé des structures fortement centralisées pour s'occuper de l'Enseignement Supérieur comme au **Cameroun, au Nigéria et à Madagascar**.D'autres ont octroyé une plus grande autonomie à l'éducation publique et privée, soit légalement ou sous forme d'actions (comme en **Guinée**, au **Libéria** et au **Congo**).**(19)**

Même avant l'actuel processus, quelques exemples d'agréments d'universités africaines par des examinateurs étrangers étaient remarquables. Il s'agit de **l'Université d'Asmara en Erythrée en 1960** par le Conseil supérieur de l'institut des universités italiennes, et de l'Université d'Afrique du Sud (**UNISA**) par le **Conseil pour l'éducation et la formation à distance**, une structure d'agréments de **l'éducation à distance américaine, en 1992.(20)**

Une observation notable qui se dégage, est que les pays francophones semblent traîner le pas derrière les pays anglophones en ce qui concerne la mise en place de processus nationaux d'assurance qualité.Toutefois, comme il a été conclu lors d'une conférence récente sur l'Enseignement Supérieur en Afrique francophone, la qualité reste une préoccupation majeure dans la plupart des pays francophones et il est nécessaire de lui accorder une plus grande priorité en tant que composante indispensable de la revitalisation de l'Enseignement Supérieur dans ces pays**.(21)**

## -Le rôle des Associations Professionnelles en Matière d'Assurance Qualité

Les associations professionnelles en Afrique sont également impliquées dans le processus d'assurance qualité de l'Enseignement Supérieur. Toutefois, à l'exception de quelques pays, leur participation est **ad hoc** et ne relève pas de l'autorité gouvernementale. Leur implication intervient sous trois formes :**(22)**
**1-**l'agrément des programmes d'études professionnelles dans les établissements d'Enseignement Supérieur (par ex. : Nigéria, Afrique du Sud) ;
2-la participation à des comités d'agrément mis en place par les agences nationales chargées de l'assurance qualité
**3-**la participation à des exercices d'évaluation des programmes par

Cette disposition contraint les établissements d'Enseignement Supérieur à ouvrir volontairement leurs programmes à l'agrément, de peur que cet agrément soit refusé à leurs diplômés.

**En Afrique du Sud**, le mandat de la Commission sur la qualité de l'Enseignement Supérieur **CQES** pour l'agrément des programmes n'inclut pas les programmes professionnels. Dans d'autres pays, les efforts visant à harmoniser ces deux mandats n'ont pas toujours été fructueux parce que certaines associations sont peu disposées à coopérer sous prétexte que leur mandat est antérieur à la création de l'agence nationale chargée de l'assurance qualité.

Par ailleurs, la région d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient envisage de créer un réseau arabe d'assurance qualité de l'Enseignement Supérieur **RACQES** au sein duquel l'Egypte,l'un des pays membres appuyés par la Banque Mondiale pour mettre en place une agence nationale chargée de l'assurance qualité joue un rôle déterminant.**(23)**

## -L'assurance qualité au Maghreb

En **Tunisie**,un programme de réformes de l'Enseignement Supérieur intitulé : Projet d'Appui à la Réforme de l'Enseignement Supérieur- **PARES II** a été initié.L'une des priorités du projet **PARES II** est la modernisation du système de l'Enseignement Supérieur en renforçant les mécanismes de garantie de la qualité, l'autonomie institutionnelle et la viabilité financière.Dans ce cadre, un planning d'évaluation interne et externe a été mis en œuvre depuis **2006**.**(24)**

D'autre part**,**le projet **AqiUmed**, initié par **l'Université de Tunis**, offre une voie parallèle à la stratégie nationale en matière de mise en œuvre d'un système de garantie de la qualité des universités. Il constitue un accélérateur du processus national grâce à l'apport et l'expérience bénéfique du consortium.Les acteurs de la stratégie nationale en matière **de garantie de la qualité** sont les responsables des cellules qualité créées au sein des composantes et des institutions depuis 2006. Leur objectif est d'impulser la qualité dans les composantes, de mener une auto-évaluation périodique et de soumettre des projets rentrant dans le cadre du programme compétitif d'appui à la qualité qui offre des allocations conséquentes. Les comités de pilotage des universités tunisiennes partenaires du projet **AqiUmed** sont issus de ces cellules qualité.

**Au Maroc**, dans le cadre du projet **AqiUmed** la conduite de l'auto-évaluation dans les établissements choisis par les institutions marocaines a été menée grâce à l'appui de deux structures organisationnelles.Un comité de pilotage de l'université, constitué du président, de ses vice-présidents, du secrétaire général et du coordonnateur du projet

Les coordonnateurs du projet **AqiUmed** des universités marocaines ont joué leurs rôles de facilitateurs en animant des séances de sensibilisation et de formation sur le référentiel et sur les techniques et outils des systèmes d'auto-évaluation. Ils ont apporté leur soutien à l'auto-évaluation depuis la collecte des données et leur analyse jusqu'à la rédaction du rapport final d'auto-évaluation**.(25)**

La collecte des données et des informations conformément aux preuves mentionnées dans le référentiel d'auto-évaluation des universités a été réalisée en grande partie à travers les systèmes d'information existants tels que **APOGEE** pour le domaine de formation et **Simarech** pour le domaine de la recherche scientifique.Des données complémentaires ont été rassemblées à partir des rapports et procès-verbaux des instances statutaires disponibles chez les vice-doyens chargés des affaires pédagogiques,sociales et culturelles et chez les vice-doyens chargés de la recherche scientifique et de la coopération ainsi qu'au secrétariat général de chaque faculté.Des questionnaires destinés aux étudiants ont été élaborés pour compléter les données collectées par les systèmes d'information cités ci-dessus et ajuster certaines analyses notamment celles portant sur le degré de satisfaction des étudiants.

**AqiUmed** est un référentiel d'évaluation interne. Sans en être détaché absolument, il ne porte pas directement les interrogations des parties prenantes extérieures à l'institution. C'est un référentiel destiné à l'amélioration continue de l'institution et au renforcement de sa capacité de pilotage. Il ne se substitue pas aux référentiels externes. C'est à ceux-là que revient notamment de fixer le cadre de l'évaluation de la capacité de l'institution à garantir la qualité de ses activités d'enseignement et de recherche ou bien celui de l'évaluation de la réalisation des missions qui lui sont confiées par la loi ou qu'elle s'est elle-même données.

C'est un référentiel conçu par des universitaires de trois pays maghrébins convaincus que les valeurs identifiées devraient être au cœur de la dynamique d'amélioration de leurs institutions. Le référentiel est porteur d'une vision de l'université qu'ils ont en commun.

Le premier référentiel maghrébin d'auto-évaluation institutionnelle a été construit, dans des conditions d'écoute et de concertation dont la qualité mérite d'être soulignée ; ce référentiel a été testé dans les institutions maghrébines impliquées, qui ont toutes réalisé, dans les délais impartis, une autoévaluation débouchant sur un rapport écrit ; après une première analyse de cette dizaine d'expériences, le référentiel a pu être validé.

**En Algérie**,un soutien à la dynamique engagée a été nécessaire. Il s'est traduit par l'intégration de trois établissements universitaires dans le projet **AqiUmed**. La réalisation de trois opérations d'auto-évaluation dans ces établissements a largement contribué à la formation et à la mobilisation de personnes ressources avec la perspective d'un fort potentiel d'essaimage à la fin du projet. Le référentiel produit inspirera largement le travail qui sera mis en œuvre par **la CIAQES** avec une évolution au niveau des références et une meilleure adaptation des critères. **(26)**

## -Approche de l'assurance qualité dans l'Enseignement Supérieur algérien

### - Le système d'éducation post-colonial en Algérie

En Algérie, la loi sur l'Enseignement Supérieur du **23 Janvier 1968** a marqué le début d'un système d'éducation post-colonial démuni de toutes les infrastructures et des ressources humaines compétentes.**«**Le secteur de l'Éducation était dans une situation aussi catastrophique que tous les autres secteurs: 85% d'analphabètes, un taux de scolarisation insignifiant, un parc d'infrastructures dérisoire, des effectifs enseignants squelettiques, des programmes et des cursus d'études inadaptés à l'histoire, à la géographie et à la culture du pays. **».(27)**

Par conséquent, les évolutions de l'Enseignement Supérieur en Algérie se résument en quatre étapes essentielles :La première étape est caractérisée par la mise en place progressive des notions de :**l'algérianisation** et **de l'éducation** depuis le début de l'année 1968.Pendant cette étape, les démarches entreprises s'alignaient avec les principes de **l'Etat Nation** tel que proclamé par Mr le président,feu houari Boumediene,. L'urgence de **l'Etat Nation** était de rassembler le peuple autours d'une identité nationale qui construira la base de la Nation **El Ouma**.

**La seconde étape** devait servir à réformer le système de l'Enseignement Supérieur. Dés 1971 on assiste à l'instauration de méthodes. **La troisième** connaitra l'introduction de nouvelles démarches pédagogiques répondant aux besoins économiques du marché algérien régit par la loi n°99-05 du 04 avril 1999 portant sur l'orientation de l'Enseignement Supérieur.**«** Cette progression a été accompagnée par le développement d'un vaste réseau universitaire composé de 60 établissements d'Enseignement Supérieur dont 27 universités implantés dans 41 wilayas. »**(28)**

**La quatrième étape** marqua un tournant dans le système de l'Enseignement Supérieur avec l'introduction du système **LMD** (Licence – Master – Doctorat) suivant le modèle européen des **ECTS** appliqué suite au **Processus de Bologne,en 1999**.La réforme de 2004 était à la fois une nécessité nationale et internationale afin de répondre aux différents besoins qu'imposent l'internationalisation et la demande croissante du marché socio-économique.

Par ailleurs, c'est dans ce contexte de concurrence que nous pouvons constater les défis relevés par les réformes entreprises dans le système de l'Enseignement Supérieur depuis l'indépendance du pays en 1962.Tout d'abord, la démocratisation de l'accès à l'université et aux œuvres universitaires. Il est important de signaler que l'Enseignement Supérieur Algérien est gratuit et le droit à l'éducation est assuré par l'état.

La démocratisation favorisée par la gratuité de l'accès à l'enseignement supérieur et l'existence des œuvres universitaires, ne se réduit pas à la massification c'est-à-dire :à ouvrir l'accès des études supérieures au plus grand nombre d'inscrits. Encore fallait-il que cet accès soit effectivement ouvert aux jeunes issus de toutes les catégories sociales, régions et localités du pays et que la répartition selon les sexes ne désavantage pas l'élément féminin!Un effort important a été fourni à cet effet. **».(29)**

## -Naissance de L'assurance qualité en Algerie

La démarche qualité découle d'une volonté exprimée à travers une politique qualité.L'assurance qualité dans l'Enseignement Supérieur est une démarche visant la mise à niveau des établissements d'Enseignement Supérieur, par une mise en conformité avec les normes standards en matière d'enseignement, de recherche, d'organisation, de gestion et d'évaluation.L'émergence de nouveaux phénomènes va rendre le contexte encore plus propice à l'implémentation de l'assurance qualité.Il s'agit de :
-L'économie fondée sur la connaissance,
-La globalisation des marchés.
-Les TICS,
-Le nouveau Management Public.

De la nécessité d'institutionnaliser l'assurance qualité Pour répondre à cette exigence de qualité et de pertinence, exprimée en tant que besoins socio-économiques par le pays, mais aussi pour s'adapter aux normes et standards internationaux de la qualité de l'enseignement supérieur, des politiques institutionnelles ont vu le jour à travers le monde et s'attachent, par la mise en place de systèmes d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur, à concilier entre les différents rôles que ce dernier est appelé à jouer pour garantir des formations et diplômes qui répondent aux attentes des étudiants et leurs parents, de l'environnement économique et de la société dans son ensemble**.(30)**

La réforme de l'Enseignement Supérieur en Algérie,vise sa modernisation et s'appuie dans son fonctionnement sur une démarche qualité dans une optique d'amélioration continue. Cette option montre résolument, la volonté des pouvoirs publics d'arrimer le système algérien aux standards et normes internationales, ouvrant ainsi la voie, à la qualité de l'enseignement supérieur pour la mobilité et l'employabilité tant recherchées.

Dans ce cadre et pour s'imprégner des expériences des autres nations, un colloque international a été organisé **à Alger les 1er et 2 juin 2008,** par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique avec la participation des chefs d'établissements universitaires accompagnés des enseignants-chercheurs pré-désignés pour controler la mise en place et la promotion des outils de la qualité.**(31)**

S'ensuivie,la création par ledit **Ministère** de la Commission nationale pour l'Implémentation de l'Assurance Qualité dans l'Enseignement Supérieur **CIAQES** officiellement instituée en application de **l'arrêté ministériel N° 167 du 31 mai 2010,**a commencé à travailler sur l'objectif de la mise en œuvre de l'assurance qualité. au niveau des établissements de l'Enseignement.Supérieur.

Au départ, le programme a démarré avec un nombre réduit d'universités (**sept universités)** de quelques fonctionnaires du Ministère de L'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et de deux experts des universités **belges néerlan-dophones,**Dès sa création, la **CIAQES** s'est imposée une feuille de route à la hauteur de l'ambitieuse mission qui lui a été confiée: Pour ce faire, elle a arrêté un plan d'action étoffé. Ces actions consistaient en :

**1-**La structuration des cellules d'assurance qualité au niveau de chaque établissement de l'Enseignement Supérieur et leur redynamisation,
**2 -**La formation des responsables d'assurance qualité **RAQ**,
**3-**L'élaboration d'un référentiel national,
**4-**Renforcer les capacités d'intervention de la commission.
**5-**Assurer la coordination de toutes les activités d'assurance qualité des différents intervenants: **Erasmus, AUF, PAPS ESRS, Banque Mondiale**, ...
**6-**Mise à jour du website et reparution de la newsletter: **www.ciaqes-mesrs.dz**
**7-**La créationd'une agence d'assurance qualité.

La **CIAQES** a entamé son travail de structuration des cellules d'assurance qualité dans chaque établissement universitaire et de recherche scientifique.Ces cellules d'assurance qualité regroupent les principaux acteurs de la communauté universitaire et des parties intéressées et ont à leur tête des responsables d'assurance qualité **RAQ** dont le rôle est d'animer, de sensibiliser et de piloter les actions d'auto-évaluation.

**Une formation en management de la qualité et en évaluation universitaire** a été programmée à destination des responsables d'assurance qualité. Des **séminaires et des conférences** portant sur l'assurance qualité dans l'Enseignement Supérieur sont organisés périodiquement par les responsables des cellules d'assurance qualité dans de nombreux établissements universitaires,S'ensuivie une **Opération de visibilité**,à travers la formation des responsables de l'assurance qualité ainsi que des experts formateurs et la reconduction de **la CIAQES** avec renouvellement de sa composante humaine

**En 2012**,le bureau **AUF de Montréal en relation avec celui de Paris et la commission européènne** a effectué une visite en Algérie pour combiner ses efforts avec celle des responsables

de l'assurance qualité dans ce pays qui a permis l'essaimage sous toutes ses formes du concept qualité par la **CIAQES** de 2010 à 2014 et l'aquisition des **RAQS** et des membres de la **CIAQES** d'une expertise et une expérience dans le domaine.

**en 2015**,un référentiel national d'assurance qualité,en partenariat avec **l'AUF et la Commission Européenne** voit le jour. Cet instrument tient compte des modèles européens et des spécificités locales.En 2017,on assiste à la revue de la méthodologie et des outils du processus d'auto-évaluation et son enclenchement dans les établissements**.(32)**

**Quatre-vingt-sept établissements ont engagé l'auto-évaluation,dontVingt et un** qui ont évalué l'ensemble des domaines du référentiel. L'analyse des résultats sera décrite avec cette opération.Le processus d'appropriation de la démarche assurance qualité est enclenché.

• **Seize** établissements se sont inscrits à une expertise d'évaluation externe, menée par **des évaluateurs canadiens et algériens en 2018**. Elle vise à préparer les établissements à l'évaluation par une agence externe d'accréditation.

Tous les éléments nécessaires pour l'ébauche d'une politique nationale sont réunis. Un texte de loi, qui prévoit la création **d'une agence nationale d'assurance qualité et d'accréditation**, est actuellement soumis aux parties prenantes.**La CIAQES** joue actuellement le rôle d'une instance d'assurance qualité interne, avec notamment la capitalisation des démarches qualité dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique et la généralisation de l'opération d'auto-évaluation,

Lancée officiellement par **M. Le Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique le 15 janvier 2017**,elle prépare, parallèlement, l'avènement de la future **agence d'assurance qualité et d'accréditation** en lui assurant une assise juridique, technique et de compétences par la formation de l'encadrement par **l'ENSM –Koléa**. Au niveau international, **la CIAQES** participe activement aux principaux colloques et rencontres internationales dans son domaine: en Europe, en Afrique et en Asie.

## les enjeux de l'Assurance Qualité en Algérie

La participation et l'implication de tous les acteurs de la communauté universitaire algérienne dans un climat de transparence facilite l'instauration de processus de démocratisation des décisions qui est un enjeu social et central,telque défini par, **le Processus de Bologne en1999**,qui met l'accent sur l'importance de l'augmentation de la mobilité et les problèmes liés à l'employabilité des jeunes diplômés .L'Assurance Qualité en tant que démarche et outil d'amélioration de la qualité demeure un mode de régulation dans le fonctionnement des établissements universitaires.Nous pouvons classer ses enjeux en:**(33)**

**1-Enjeux pédagogiques**
-Amélioration de la qualité des formations des diplômés,
-Reconnaissance des diplômes,
-Harmonisation des cursus et des curricula.
**2-Enjeux de Gouvernance**
-Efficacité et Efficience de la gestion,
-Reddition des comptes.
**3-Enjeux Economiques**
-Réponses aux attentes des besoins des secteurs utilisateurs,
-Développement de la mobilité,
-Développement de l'employabilité.
**4-Enjeux Sociétaux**
-Protection des étudiants et leurs parents dans le secteur de l'enseignement privé
-Participation et Transparence.

Au regard des tendances internationales, une analyse de la situation de l'Enseignement Supérieur en Algérie permet de déduire que les grandes tendances internationales de l'Enseignement Supérieur y sont perceptibles. En effet, on constate une croissance progressive des effectifs d'étudiants (**2.000.000 d'étudiants en l'an 2020)**.Comme partout dans le monde, cette expansion doit être assumée non seulement dans un souci de démocratiser la société et réduire les inégalités d'accès à l'Enseignement Supérieur, mais aussi pour répondre aux besoins socio-économiques du pays et aux exigences actuelles de l'économie du savoir et de la société d'apprentissage **learning société** accentuées par l'évolution rapide de la science et de la technologie.

Et la diversification des enseignements attendue à travers les offres de formation dont la conception relève de l'initiative des établissements en relation avec les secteurs utilisateurs.Une ouverture vers d'autres sources de financement à l'instar des autres systèmes d'Enseignement Supérieur dans le monde, une politique d'encouragement à l'ouverture de l'établissement sur son environnement socio-économique envue de la valorisation de son produit et de la diversification des sources financières, a été adoptée.

## La configuration finale du système d'assurance-qualité dans l'Enseignement Supérieur en Algérie

Sera faite sur la base de la consultation des standards en vigueur dans différents pays et agences internationales notamment: Europeen Network of quality assurance**(**RéseauEuropéen pour l'assurance –qualité**) ENQA:**: International Network for Quality Assurance Agencies in Higher Education **(**Réseau international des agences d'assurance-qualité dans l'enseignement supérieur**)** et **INQAAHE**.**(34)**

Il est aussi primordial de procéder, d'abord, à l'élaboration d'une stratégie de communication qui soit pédagogique, cohérente et consensuelle qui permettrait d'associer tous les acteurs concernés (Administration, enseignants, étudiants, associations, syndicats et employeurs) afin de promouvoir une culture de l'assurance qualité.

Le deuxième défi relevé,est celui de l'algérianisation proclamé dès lors de l'indépendance. Les procédures entreprises par l'état œuvraient vers la volonté de créer des repères identitaires et surtout 'linguistiques.C'est pourquoi le troisième défi était l'arabisation du système de l'enseignement. Même si cette mesure a souvent été sévèrement critiquée dû à la baisse du taux de réussite et de la qualité de l'enseignement,Les changements dans le domaine socio-économique ont imposé à l'état la mise en place d'un cadre conceptuel de référence allant en harmonie avec l'avancée technologique et scientifique, c'est pourquoi, l'orientation scientifique et technologique du système **LMD** était parallèlement un défi pour l'université algérienne. Le défi actuel, cependant, réside dans la recherche de la qualité à partir d'une bonne gestion de la **massification**.

Cela peut se faire à partir de nouvelles normes de responsabilisation, de massification et d'internationalisation. Les changements actuels dans l'Enseignement Supérieur en Algérie sont d'ordre scientifique et technique. **«**L'importance donnée, au sein de l'État, à la question du développement économique et social, à l'effort d'industrialisation et à la mise en valeur des ressources naturelles, pourra éventuellement contribuer à valoriser l'orientation scientifique et technique. **»(35)**

L'Algérie a aussi établie l'Université de la Formation Continue **UFC** afin de promouvoir La culture démocratique, l'interculturalité et la responsabilité sociale. Ainsi, les contenus des cours introduisent la citoyenneté, la responsabilité et les droits de l'homme. Ce qui a été plus encourageant est l'introduction de la notion d'équité et de droits comme une matière de cours transversale dans plusieurs spécialités.Une attention particulière à été accordée aux vidéos pédagogiques, en introduisant un processus et des outils permettant d'en assurer la qualité. Ce processus et divers outils ont constitué l'ossature du développement de deux modules de formation en ligne destinés aux enseignants;

Les programmes de bourses d'études proposés et pris en charge par **le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique** encouragent également cet épanouissement interculturel des étudiants.La réforme a permis d'introduire une vision plus large du monde et de l'internationalisation.Les programmes de mobilité proposés ont introduit une perception plus ouverte des autres personnes considérées différentes par la culture, la langue, la religion.**...** Les devoirs civiques, ainsi permettent de comprendre la notion du respect des différences.

## Conclusion

Comparés aux systèmes d'Enseignement Supérieur plus évolués à travers le monde, les systèmes d'assurance qualité en Afrique sont encore à un stade embryonnaire et font face par conséquent à de nombreux défis. Certains de ces défis ont été mis en évidence dans les paragraphes précédents.L'efficacité d'une assurance qualité dépend, pour une grande part, de la présence des membres du corps enseignant et d'administrateurs hautement qualifiés au sein des établissements

et un personnel professionnel et technique compétent dans les agences nationales d'Assurance Qualité.

Dans les premières années de fonctionnement **d'une agence** comme c'est le cas dans la plupart des agences en Afrique,les compétences requises portent sur la capacité à analyser l'environnement dans lequel se déploie l'Enseignement Supérieur et à concevoir des systèmes d'Assurance Qualité appropriés, à traduire ces systèmes en méthodologies et procédures et à comprendre ensuite comment et par où il faut commencer la mise en œuvre.

Dans la plupart des cas, les cadres dirigeants désignés pour diriger de telles agences ont initialement une connaissance très limitée en matière d'Assurance Qualité, sauf peut-être s'ils ont préalablement été impliqués dans les évaluations de recherche et comptent de nombreuses années d'expérience d'enseignement et de recherche au sein des universités. Aussi, la plus grande part de leur processus d'apprentissage en Assurance Qualité s'opère à travers la lecture des documents et des visites dans d'autres agences plus expérimentées.La phase de mise en œuvre nécessite un ensemble supplémentaire de compétences permettant de s'assurer que les activités menées sont crédibles et disposent de leurs propres garanties internes de qualité.La présence de cadres dirigeants disposant d'une expérience dans les processus de formation supérieure est vitale.

Le défi de l'amélioration de la qualité de l'Enseignement Supérieur en Algérie face à la massification, doit à l'instar de ce qui se passe dans le monde, être géré à partir d'une restructuration de l'Enseignement Supérieur permettant une diversification et une adaptation des enseignements afin de mieux tenir compte à la fois **des motivations**, **compétences et perspectives professionnelles de l'étudiant** et des nouveaux besoins de la société et du marché du travail.Les changements attendus au niveau des formations universitaires, afin de les rendre plus pertinentes en vue d'une meilleure préparation des étudiants au monde du travail et à l'emploi, devraient toucher aux contenus d'enseignement.Un ensemble de nouvelles compétences est aujourd'hui nécessaire afin de préparer les étudiants à une meilleure insertion professionnelle et ce quelque soit la filière.

L'un des plus grands objectifs de la réforme est relatif à l'insertion professionnelle des diplômés. **L'employabilité des diplômés** constitue désormais l'un des plus grands indicateurs de la qualité de la formation et L'organisation de la formation doit inclure de façon systématique une initiation des étudiants, au cours de leurs études, à la vie professionnelle dans les domaines auxquels ils se destinent, **à travers des stages pratiques** au niveau des milieux professionnels correspondants, encadrés et évalués à la fois par leurs enseignants et les professionnels.

Devant l'évolution rapide de la science et de la technologie, les enseignants universitaires sont appelés à renouveler leur savoir de manière continue. Ils sont, en outre, appelés à développer leurs connaissances professionnelles afin de pouvoir orienter l'étudiant dans ses choix professionnels. Des programmes de formation et de perfectionnement au cours de leur carrière,y compris une formation pédagogique, sont à élaborer.

Par ailleurs,la participation des professionnels à un enseignement à temps partil à l'université ainsi qu'à l'élaboration, l'évaluation ou le réajustement des programmes d'enseignement devrait

être systématisée et afin d'informer les étudiants sur le monde du travail,des services de communication, de conseils, d'orientation et d'information qui devraient etre mis à leur disposition y compris celles liées aux expériences des anciens étudiants de leurs filières, actuellement dans la vie active et constituer un soutien dans la recherche d'un emploi pour les nouveaux diplômés.

A la réorganisation de la formation continue,les chercheurs et experts insistent sur l'importance de la formation continue au niveau des universités, parce que les diplômés ont de plus en plus besoin de revenir à l'université pour une mise à jour de leurs compétences et de leurs qualifications. La formation continue à l'université doit contribuer à la préparation des étudiants à l'emploi et à l'amélioration du partenariat avec le secteur utilisateur.

La réforme de l'Enseignement Supérieur repose sur le principe de l'autonomie de l'université appelée à développer ses capacités managériales pour concourir à la qualité de ses produits de formation, recherche, étude et expertise. De plus, l'université doit se tenir prête à intégrer pleinement et activement les centres de croissance aux côtés des entreprises innovantes et donc développer ses capacités de négociation et de réponse aux attentes de ses nouveaux partenaires de la nouvelle stratégie industrielle

Aujourd'hui,il est demandé aux établissements de garantir la qualité de leur enseignement, de leur recherche et de leurs prestations de services afin d'améliorer la visibilité en matière de qualité à l'interne comme à l'international ceci,permettra d'aborder la question centrale des retombées des diverses approches qualité. Cette question qui a fait l'objet d'un certain nombre de travaux de part le monde, notamment en Europe projet **IMPALA** et en Amérique, travaux qui ont fait ressortir la complexité du sujet ainsi que les défis relatifs au choix des méthodologies de recherche dans ce domaine.

En finalité,l'assurance qualité demeure une nouvelle tendance de l'Enseignement Supérieur.et dans l'Enseignement Universitaire un terme polysémique : son sens varie selon le contexte. Cette polysémie, voire cette ambigüité, tient principalement aux sens variés qui peuvent être associés aux termes **assurance** et **qualité**.Cependant force est de reconnaitre que sur le terrain, les pratiques de l'assurance qualité évoluent d'une manière tangible car de plus en plus de pays découvrent les bienfaits de l'assurance qualité.

**Bibliographie**

**1-Banque Mondiale** :Le rôle de la qualité de l'éducation dans la croissance économique.,Document de travail sur la politique de recherche 4122, 13 février,2004,p5

**2-Frond Monétaire International** :Enseignement Supérieur ou éducation de base :La composition du capital humain et développement économique. FMI, Vol. 51, No.2, Washington,2006,p18

**3-Ministère de l'Enseignement Supérieur et de laRechercheScientifiqu**e :L'Enseignement Supérieur en Algérie, Direction de la Formation Supérieure Graduée, MESRS,2007 –2008,p 6.

**4-Le GLOSSAIRE de l'UNESCO :** Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous. **'UNESCO,2007,p**20

**5- John BRENNAN et al,**." Higher Education and Work", Higher EducationPolicy Series 23, JKP,2004..p60

**6- David Woodhouse** :Qualité et internationalisation de l'enseignement supérieur , IMHE, OCDE ;1999,p53.

**7- Nabil BOUZID**:Les orientations de l'enseignement supérieur en Algérie: spécificité ou internationalisation? », Revue Sciences Humaines, Université Mentouri Constantine,N°20,2003,pp19.

**8- BRUCE JOHNSTONE, D. et.al**. :Le financement et la gestion de l'enseignement supérieur: l'état des réformes dans le monde.", EDUCATION, The world Bank,Washington,1998,p48.

**9- UNESCO** : " Conférence Mondiale de l'enseignement supérieur": Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le XXI ème siècle,1998,pp10-12.

**10- UNESCO** : " Conférence Mondiale de l'enseignement supérieur": Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le XXI ème siècle,op-cit,p20.

**11-**Assurance Qualité dans l'Enseignement Supérieur; Pr. Nabil Bouzid & Zineddine Berrouche Maclure, 1987, in: Brennan, 1996,p23.

**12- David Woodhouse** :Qualité et internationalisation de l'enseignement supérieur ;op-cit,p80.

**13- Jane Knight** :Internationalisationde l'enseignement supérieur,IMHE, OCDE, 1999,p17.

**14- Nabil BOUZID** :Formation universitaire et préparation des étudiants à l'emploi », thèse de doctorat,Université Paris 13,2003,p58.

**15-Docquier, Frédéric et Abdeslam Marfouk :**Migration internationale par les performances scolaires 1990-2000,2005p25.

**16-Document de travail et politique de recherche,** Banque Mondiale no. 3382, Washington, DC : Banque Mondiale, p26.

**17-www.coe.int/T/**DG4/HigherEducation/EHEA2010/BolognaPedestrianen.asp**).**

**18-Daniel J. Ncayiyana,**.. L'assurance qualité et l'habilitation dans l'enseignement supérieur auGhana, 15 avril 2006,p30.

**19- Daniel J. Ncayiyana :** L'assurance qualité et l'habilitation dans l'enseignement supérieur auGhana,op-cit,p46.

**20- Banque Mondiale Région Afrique :**L'enseignement supérieur et le développement économique en Afrique - Développement humain, Séries No. 102, Washington, DC: Banque Mondiale ; pp. 49-66.

**21-A. et Nkunya, M.. "**Improvements in the Quality of Education: The University of Dar es Salaam Experience with an Academic Audit,septembre 2003.,p51.

**22-Confer, Jibril, M :**L'assurance qualité et l'habilitation dans l'enseignement supérieur au Nigéria,2006 p14-19**.**

**23- Confer, Jibril, M :**L'assurance qualité et l'habilitation dans l'enseignement supérieur au Nigéria,op-cit,p35.

**24-EuropéenCommissionTEMPUS :**Le projet AqiUmed Objectifs, mise en œuvre, résultats et diffusionRenforcement de l'assurance qualité interne dans des universités de la Méditerranée Algérie, Maroc,Tunisie,2010-2013,p4.

**25- EuropéenCommissionTEMPUS :**Le projetAqiUmed Objectifs, mise en œuvre, résultats et diffusionRenforcement de l'assurance qualité interne dans des universités de la Méditerranée Algérie, Maroc,Tunisie,p6.

**26-**Ibid,p8.

**27-(Ministère de l'Enseignement Supérieur et delaRecherchScientifique :**L'Enseignement Supérieur en Algerie,MESRS,2012,p18.

**28- Naouel ABDELLATIF MAMI** : Défis de l'Université Algérienne pour une Education aux Valeurs de la Démocratie,universite mohamed lamine debaghine-setif 2,p13.

**29- Ministère de l'Enseignement Supérieur et delaRecherchScientifique :**L'Enseignement Supérieur en Algerie,MESRS,2012,op-cit,22.

**30-Peter Coaldrake :**Les orientations de l'enseignement supérieur en Algérie : "spécificité" ou "internationalisation,revue sciences humaines,université constantine1,2001,p1.
2001)

**31-Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique**( (2008): Procès-verbauxdes 03 ateliers ayant suivi le Colloque international (2008)sur «L'assurance Qualité dans l'enseignement supérieur entre exigences et réalité »

**32- Ministère de L'enseignement Supérieur Et De La Recherche Scientifique** (2008): Feuille De Route::Une Configuration D'un Plan D'action Pour La Mise En Place D'unsystème D'assurance Qualité En Algérie ,MESRS ,2008,p16..

**33- Bakouche Sadek :**L'Implémentation de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur: contexte et enjeux,président de la CIAQES,p5./références incomplètes.

**34- Ministère de L'enseignement Supérieur Et De La Recherche Scientifique** (2008): Feuille De Route::Une Configuration D'un Plan D'action Pour La Mise En Place D'un système D'assurance Qualité En Algérie,op-cit,p10.

**35-Ibid**,p13.